

1^{er} Mai, manifestons contre l'austérité et pour le changement social

En France et en Europe, les gouvernements de gauche comme de droite mènent des politiques d'austérité, sous prétexte de réduire les déficits publics. Ils provoquent récession et chômage. Il faut répartir autrement les richesses en taxant les dividendes, en réduisant les inégalités, en combattant la fraude et l'évasion fiscales. Il faut satisfaire les besoins sociaux et interdire les licenciements dans les entreprises qui font des profits.

Non au chantage à l'emploi !

La loi de "sécurisation de l'emploi" a été votée à l'Assemblée Nationale et au Sénat. Elle transcrit un accord national entre MEDEF, CFTD, CFTC et CGC. Cet accord provoque une division profonde du mouvement syndical.

La loi, dans un contexte de crise, va renforcer tous les chantages à l'emploi dans les entreprises. Les patrons vont se sentir encore plus forts pour obtenir l'augmentation de la durée du travail sans augmentation de salaire, obtenir des baisses de salaires, sans que cela évite les licenciements.

Cette loi, ce sont aussi des licenciements plus rapides et la porte ouverte à l'arbitraire patronal. Les soi-disant droits nouveaux accordés aux salarié-es sont très limités et leur mise en oeuvre renvoyée à plus tard.

De cette société où tous les droits sont du côté du patronat, on n'en veut pas.

SUD PTT et Solidaires continueront à combattre les effets de cette loi et souhaite qu'existe un large front syndical avec les forces qui le souhaiteront.

Contre l'évasion et la fraude fiscales

L'évasion fiscale vers les paradis fiscaux est le fait des grandes fortunes mais aussi et surtout celui des entreprises. La fraude fiscale, en France, est évaluée entre 60 et 80 milliards d'euros soit une large partie des déficits publics qui servent de prétexte aux politiques d'austérité.

Faire de la lutte contre la fraude fiscale une priorité, c'est renforcer les services de contrôles fiscaux et les services douaniers qui n'ont pas cessé de subir des réductions d'effectifs.

Taxer les dividendes

La part des dividendes dans la richesse nationale a augmenté d'au moins 5% au cours des quinze dernières années, soit d'environ 100 milliards d'euros. La diminution de la part des salaires n'est pas allée aux investissements mais à la rémunération des actionnaires.

Les grandes entreprises ne paient que 8 à 10 % d'impôts sur les bénéfices car elles utilisent à plein les niches fiscales et les paradis fiscaux.

Satisfaire les besoins sociaux

Les déficits publics sont largement dus à la baisse des impôts des plus riches et des grandes entreprises.

L'augmentation des impôts sur les plus riches et sur les flux financiers permettrait de satisfaire largement les besoins sociaux en matière d'éducation, de santé, de logement...ou de retraite ! Tout cela sans diminuer le montant des retraites ou des allocations chômage

Créer des emplois

Il faut interdire les licenciements dans les entreprises qui font des profits. C'est proprement un scandale de licencier pour augmenter les dividendes des actionnaires !

Il faut embaucher dans les services publics pour plus de protection sociale, plus de services et plus de lien social.

Il faut embaucher pour diminuer l'intensité physique et psychique du travail car c'est source de mal-être pour tous les salarié-es.

Au lieu d'augmenter le temps de travail comme le dit le patronat, il faut le réduire encore pour diminuer le chômage.



**Fédération syndicale des activités postales et
de télécommunications**

25/27 rue des Envergues 75020 Paris Téléphone : 01 44 62 12 00
Télécopie : 01 44 62 12 34 sudptt@sudptt.org http://www.sudptt.org